



Conclusions

Faire de la coordination des politiques énergétiques en Afrique une réalité – Réunion des principaux acteurs

Conclusions synthétiques de la réunion de coordination organisée par la CE, la CUA et le NEPAD

ADDIS-ABEBA, 15 juillet 2015 – Un groupe de haut niveau de responsables des politiques énergétiques africaines et européennes, de partenaires internationaux du développement, de représentants d'initiatives multilatérales dans le domaine de l'énergie et de hauts représentants des milieux universitaires/de la société civile s'est réuni à Addis-Abeba dans le cadre de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement pour examiner les modalités de coordination des multiples initiatives énergétiques en Afrique. Cette réunion a été la suite logique d'une réunion de coordination très positive, uniquement sur invitation, organisée lors du Forum SE4ALL à New York en mai 2015 et d'une réunion de suivi lors du Forum de l'énergie, à Vienne, en juin 2015. Le secrétariat du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie (PAEE) a coordonné les préparatifs en liaison avec la plateforme africaine de SE4ALL, le Commissariat aux infrastructures et à l'énergie de la CUA, la Commission européenne et l'Agence de planification et de coordination du NEPAD (APCN).

L'objectif de cette troisième série de processus consultatifs était de réunir des acteurs de haut niveau dans le but de rapprocher les discussions sur la coordination de conclusions exploitables, avec des idées de suivi visant à améliorer la cohérence entre les initiatives énergétiques en Afrique et à découvrir d'éventuelles synergies de coopération.

Les participants provenaient des institutions suivantes : Commission de l'Union africaine, Commission européenne, APCN, Banque africaine de développement (BAD), Allemagne (représentant également le G7), SE4ALL, initiative américaine Power Africa, Italie, présidence du G20 (Turquie), Programme EnDev, Agence internationale de l'énergie renouvelable (IRENA), Banque mondiale (BM), Programme de coopération dans le domaine des énergies renouvelables (RECP), PNUD, secteur privé et représentants des milieux universitaires, entre autres.

Quelques messages clés tirés des discussions

1. La session a confirmé, une fois de plus, la nécessité de s'efforcer d'assurer la cohérence des activités énergétiques en Afrique, avec un appel pour que les nouvelles initiatives en Afrique reflètent la croissance du secteur. La participation d'un certain nombre d'acteurs clés de haut niveau à la réunion a souligné la nécessité d'échanges et de coordination relativement aux initiatives en cours et à venir durant la période préparatoire de la COP21 à Paris et au-delà.



2. Les participants ont salué les efforts du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie, initiés par la Commission de l'Union africaine et la Commission européenne, pour constituer une plateforme d'examen de l'harmonisation des initiatives internationales dans le secteur énergétique en Afrique. La forte appropriation et le leadership résolu du processus de coordination, côté africain, ont trouvé un écho. La participation de partenaires tels que Sustainable Energy for All (SE4ALL), aussi bien la plateforme africaine que l'équipe de facilitation mondiale (*Global Facilitation Team*), l'Agence de planification et de coopération du NEPAD (APCN) et l'initiative américaine Power Africa contribue à élargir les débats.
3. La question de la coordination des initiatives en matière d'énergie est cruciale pour les discussions en cours et à venir, avant, pendant et après la COP21 de Paris. Le lien entre la question de l'énergie en Afrique et les discussions sur le changement climatique offre une occasion unique de profiler la coordination des initiatives en matière d'énergie préalablement aux négociations sur les actions visant à lutter contre le changement climatique. Les efforts internationaux, notamment les conclusions du G7, offrent une opportunité concrète de poursuivre ces négociations et les efforts de coordination.
4. Le leadership des efforts de coordination mentionnés doit être assuré par le côté africain, en commençant par le niveau national. Ce cadre cohérent doit être intégré dès le début des initiatives. La CUA (investie du mandat politique), l'APCN (en tant qu'agence de mise en œuvre), la BAD (en tant qu'une des principales institutions de financement) et la plateforme africaine de SE4ALL (investie des capacités techniques) sont idéalement placés pour encadrer cet effort. Plus particulièrement, les participants ont reconnu que le cadre optimal des besoins de coordination en Afrique doit être intégré dans les mécanismes de coordination existants et doit en tenir compte, le Programme de développement des infrastructures en Afrique (PIDA), le programme Africa Power Vision (APV) et l'initiative SE4ALL assurant la vision à long terme. Les participants ont demandé au PAEE de continuer à soutenir cet effort dans la mesure où il s'est révélé être un modèle d'efficacité en matière de réunion des acteurs stratégiques. À tous égards, l'engagement des plateformes régionales et nationales reste prépondérant et doit être continuellement renforcé, les processus du programme d'action et d'investissement de SE4ALL au niveau national offrant un cadre particulièrement adapté .
5. Les participants ont convenu que pour faciliter la coordination et la cohérence des initiatives en matière d'énergie, il est important d'appliquer des principes et des valeurs clés. Au nombre de ces derniers figurent le processus ascendant, la subsidiarité, la complémentarité, la responsabilité, l'alignement, le respect mutuel et les dimensions culturelles. Il est par conséquent nécessaire de s'aligner sur les priorités des bénéficiaires et notamment sur le cadre de coordination de l'Union africaine.



6. Les participants ont été d'accord pour dire que les questions de capacités, de diffusion de l'information et de régularité des interactions restent cruciales pour la coordination des initiatives. Ils ont tout particulièrement souligné l'importance du renforcement des capacités au niveau national (par ex. les points focaux SE4ALL) pour pouvoir conduire efficacement les efforts de coordination. Par ailleurs, la participation du secteur privé, de la société civile et des milieux universitaires, ainsi que leur intégration, a été citée comme un élément clé de la réussite de la coordination des initiatives en matière d'énergie.
7. Malgré la spécificité des différents thèmes développés, les participants ont pris acte des divers efforts présentés en matière de coordination dans le secteur de l'énergie en Afrique, ont reconnu en eux des exemples de réussite concrets et ont pris note des facteurs de réussite déterminants qui ont été partagés. Les participants ont souligné la nécessité de documenter ces exemples afin de préparer les prochaines étapes dont l'une sera concrètement l'accord d'intention pour coordonner les efforts entre l'UE et l'initiative américaine Power Africa, cet accord mettant l'accent sur des résultats concrets, par exemple Electrifi. Autres exemples concrets : GRMF, PIDA-IAIDA, WB-USA, USA-SIDA, l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA), Energising Development (EnDev) et le Programme de coopération dans le domaine des énergies renouvelables (RECP).
8. Les participants ont pris acte et ont très favorablement accueilli l'annonce par la CUA d'une approche panafricaine de la coordination susceptible de fournir un cadre idéal pour accroître les efforts de coordination et inciter à investir de manière cohérente dans l'énergie sur le continent africain. La CUA donnera des détails supplémentaires sur le concept du mécanisme en temps utile, au plus tard lors de la Conférence internationale sur les énergies renouvelables en Afrique du Sud (SAIREC), au Cap.
9. Le G20 a présenté les priorités sur l'Afrique subsaharienne, notamment en matière d'accès à l'énergie et d'investissement dans le secteur énergétique. Une réunion des ministres de l'Énergie du G20 est prévue en octobre 2015.
10. Le directeur général adjoint aux questions mondiales et directeur principal de l'Énergie et du Climat italien a officiellement clôturé la réunion en demandant aux acteurs de transformer les conclusions des débats du jour en réalité en Afrique du Sud, lors de la SAIREC. Il s'est également fait l'écho des souhaits des participants de voir le PAEE jouer le rôle d'une plateforme stratégique de dialogue sur la coopération en matière d'énergie, non seulement entre les deux continents, mais aussi au-delà.

En conclusion, la marche à suivre proposée a été la suivante.

1. Les participants ont demandé à la Commission de l'Union africaine, à la Commission européenne, au secrétariat de la plateforme africaine de SE4ALL et à l'APCN, avec le soutien du secrétariat du



Partenariat Afrique-UE pour l'énergie, de convoquer un autre forum d'échanges en marge de la Conférence internationale sur les énergies renouvelables en Afrique du Sud (SAIREC), en octobre de cette année, pour faire le point et communiquer sur les progrès réalisés. La SAIREC pourrait être la première conférence au cours de laquelle une proposition concrète d'action pourrait être analysée dans ce contexte.

2. Les acteurs ont demandé au secrétariat du Partenariat Afrique-UE pour l'énergie de soutenir, dans la mesure du possible et en étroite collaboration avec SE4ALL, la coordination des efforts avant la COP21 et de préciser les principales échéances du calendrier concernant les activités en matière d'énergie.
3. La Commission de l'Union africaine (ainsi que ses institutions et programmes, c'est-à-dire la BAD, l'APCN, l'AFREC, les REC, etc.) préparera plus de détails sur la concrétisation d'un effort de coordination panafricain et les communiquera aux principaux acteurs avant la SAIREC. Au préalable, la CUA et le secrétariat du PAEE devront dresser un inventaire des principales initiatives existant en matière d'énergie.
4. Il a également été suggéré qu'avant les manifestations à venir, notamment l'assemblée générale à New York, la SAIREC et la COP21, le PAEE, en coopération avec la CUA, travaille en interne à la préparation d'un ordre du jour concret en s'appuyant sur les présentes conclusions pour faire en sorte que la réunion devant se dérouler en marge de la COP21 produise des lignes directrices concrètes d'un cadre solide qui constituera une plateforme de coordination cohérente pour toutes les initiatives en matière d'énergie en Afrique. Cette plateforme devra traduire un engagement clair s'appuyant sur le consensus entre les parties.

Les conclusions de cette réunion viendront nourrir le Sommet des Nations unies sur les objectifs de développement durable, qui se déroulera à New York du 25 au 27 septembre 2015, la Conférence internationale sur les énergies renouvelables en Afrique du Sud (SAIREC), qui se déroulera au Cap, en Afrique du Sud, du 4 au 7 octobre 2015, et finalement la COP21, à Paris, en décembre 2015. Par ailleurs, espérons que le cadre conçu pour la coordination en Afrique puisse être adopté par un large éventail d'importants acteurs pour faciliter la tâche des parties prenantes et coordonner les efforts visant à assurer l'avenir des énergies renouvelables à l'échelle mondiale.

Contact: aep@euei-pdf.org et suivez-nous sur [@AfricaEUEnergy](https://twitter.com/AfricaEUEnergy) 

Secrétariat de l'PAEE